

Préface

En France, tout commence et finit par des chansons ! La devise est valable pour les moments de joie comme pour les situations les plus difficiles. AUBOUÉ en a fait l'expérience avec les habitants des cités de Géranoux, de Coinville et du Tunnel. Pendant la période du Front Populaire, les jeunes de ces cités sont venus nombreux grossir les rangs des manifestations qui sillonnaient les rues d'Auboué et des environs ; ils étaient même en tête des cortèges et leurs chants exprimaient toute la joie et le plaisir de connaître des jours meilleurs, dénonçant les injustices et réclamant une plus juste répartition des richesses nationales.

Cette première expérience de la démocratie les aura marqués toute leur vie. Ils s'en souviendront et resteront fidèles à leur idéal, même lorsque les événements les inviteront à s'engager dans des combats difficiles.

Chants d'espoir, chants de révolte, ces jeunes, élevés dans des cités insalubres, surpeuplées, ne voyaient pas l'avenir avec enthousiasme, sans autre possibilité que suivre l'exemple de leurs parents : la mine, l'usine, ou le foyer pour les filles. A l'école républicaine, qu'ils ont fréquentée jusqu'à l'âge de 14 ans, ils ont appris à vivre avec la liberté, fils d'immigrés et fils de français dans un même esprit.

La guerre viendra obscurcir un horizon assombri par la défaite de l'armée française ; Aux restrictions, à la débâcle et aux bombardements, s'ajoutera la présence d'un occupant qui appliquera un régime totalitaire ; ce fut le fascisme dans toute sa brutalité.

Et pourtant, le moral de la jeunesse n'est pas atteint. Par prudence, on ne chante pas, mais on fredonne ! Dans les cités, on se sent en sécurité ; complices, les jeunes le sont tant dans la chanson que dans l'action.

Dans les cafés d'Auboué, les soldats allemands chantent "Lily Marlène" ; dans les cités du Tunnel, les premiers tracts et journaux appelant à la résistance font leur apparition. Et puis ce seront les sabotages qui surprennent la population ; la répression sera brutale ; les camions allemands, accompagnés par la Gestapo et par la police française de Pétain envahissent les cités du Tunnel, de Géranoux et de Coinville, et procèdent à de nombreuses arrestations.

Regroupés à Écrouves, en 1942 avant de connaître Compiègne et les camps de concentration, ces otages écrivent une chanson sur le camp. Ils gardent toujours l'espoir, "L'intelligence et la raison triompheront, triompheront".

Les auteurs des sabotages sont arrêtés quelques mois plus tard, et condamnés à mort par le tribunal militaire allemand de Nancy : leur dernière nuit, ils la passeront à chanter, des chants patriotiques, des chants révolutionnaires, même dans les bois de Champigneulle à la Malpierre, dans le calme de la forêt, où des chercheurs de champignons se souviennent avoir reconnu la Marseillaise, avant les salves d'exécution !

La vie continue, meilleure pour beaucoup, mais il y a encore trop de laissés pour compte sur les bords du chemin des "lendemain qui chantent" !

Et les cités... de Géranoux et de Coinville.... n'auront pas résisté aux affaissements miniers de 1972 et 1996 !

Alfred Rossolini

Au mois de juillet 1940, les autorités allemandes réquisitionnent tous les hommes pour faire du nettoyage après l'explosion des ponts.



Photo prise devant l'entrée de l'école primaire de filles (rue du Col Fabien)

" Nous sommes la jeunesse ardente

Qui veut escalader le ciel

Dans un cortège fraternel

Unissons nos mains frémissantes

Sachons protéger notre pain

Nous bâtirons des lendemains qui chantent

En avant jeunesse de France

Faisons se lever le jour

La victoire avec nous s'avance

Fils et filles de l'espérance

Faisons se lever le jour

A nous la gloire à nous l'amour "

(Chant de 1936)

MARÉCHAL NOUS VOILÀ

*Une flamme sacrée
Monte du sol natal
Et la France enivrée
Te salue maréchal
Tous tes enfants qui t'aiment
Et vénèrent tes ans
Et ton appel suprême
Ont répondu présent.*

Refrain

*Maréchal nous voilà
Devant toi le sauveur de la France
Nous jurons, nous tes gars
De servir et de suivre tes pas*

(Chant à la gloire du maréchal Pétain sous le régime de Vichy)

Le chant le plus célèbre de la collaboration est sans nul doute le véritable hymne qu'est devenu « Maréchal nous voilà », que quatre millions d'écoliers sont tenus d'entonner chaque matin.

Dans les centres d'apprentissage, les apprentis étaient dans l'obligation de le chanter pendant le lever des couleurs.

L'OCCUPATION

Avant la guerre de 1939-1945, la population d'AUBOUÉ était composée de 4361 habitants, dont 40 % de français et 60 % d'étrangers. Une grande majorité travaillait à la mine ou à l'usine ; à cette époque, la mécanisation n'était pas très importante ; les travailleurs manuels étaient les plus nombreux ; pour être mineur ou fondeur, il suffisait d'être en bonne santé, la présentation de diplômes, même du certificat d'études primaires, n'était pas nécessaire.

Ce qui caractérisait AUBOUÉ, c'était la concentration d'immigrés dans les trois groupes de cités. A Géranaux, à Coinville et au Tunnel, on en comptait 75% pour 25% de français.

Construits entre 1901 et 1911, ces logements devaient accueillir la main-d'oeuvre nécessaire au fonctionnement de la Société de Pont-à-Mousson qui était propriétaire de l'usine et de la mine. Mais la conception et l'implantation de ces corons ne prenait pas en compte le besoin d'intimité des personnes, de l'environnement, de l'espace nécessaire à chaque individu.

A Géranaux, sept cents personnes vivaient sur une superficie limitée, dans des logements de deux, trois ou quatre pièces. Souvent, des enfants dormaient dans la chambre des parents. On respirait l'air des voisins ! Tout se savait sur tout le monde ! Tout le quartier vivait au même rythme ; si ces conditions de vie engendraient des disputes, à cause de futilités souvent, elles favorisaient cependant l'esprit de solidarité et d'entraide, particulier aux personnes qui vivent dans la pauvreté.

Pour compléter ce décor, presque toutes les familles élevaient des poules, des lapins, des cochons, elles cultivaient le moindre lopin de terre ; il ne restait que la rue pour que les enfants puissent jouer.

Les gamins de moins de quatorze ans se mesuraient dans des matchs de foot, non pas « français » contre « immigrés », mais « les Géranaux » contre « les Coinville ».

Comme tous les enfants fréquentaient l'école primaire d'Auboué, à la fin de l'année scolaire, au cours de la remise des prix, les lauréats, qu'ils soient français ou étrangers, se voyaient remettre une récompense par le député d'arrondissement.

En 1921-1922, lorsque les Italiens arrivent, ils font partie d'une nouvelle vague d'immigrés, chassés par la montée du fascisme en Italie. Ils trouvent, à Auboué, asile et travail. Mais ce sont des étrangers, ils ne pourront ni s'exprimer, ni manifester, de peur d'être expulsés.

Ce sera dans les foyers et dans les cités que les jeunes entendent parler du fascisme, sans le connaître pour autant. Par contre, les associations fascistes italiennes agissent ouvertement sans être inquiétées. Le « Fascio », le « Dopolavoro », organisations dirigées par des sympathisants fascistes italiens, essayent d'embrigader les ressortissants italiens ; Ils envoient les enfants dans des colonies de vacances en Italie, pendant les vacances scolaires d'été ; Au retour, les gosses revenaient avec la tenue des « Ballilas » (Jeunesse fasciste) en chantant l'hymne du Duce.

L'asilo du Tunnel, qui accueillait les enfants d'âge maternel, était géré par des institutrices italiennes. Mussolini voulait en faire un milieu de propagande. On y vantait l'ordre et la discipline du gouvernement du Duce. L'asilo était une école maternelle italienne qui fonctionnait dans des locaux des cités du Tunnel, mis à disposition par la société de Pont-à-Mousson. Créée en 1905, elle fermera ses portes en 1940.

Mais les anti-fascistes italiens veillaient et firent connaître leur mécontentement ; Un rapport des gardes de l'usine d'Auboué signale que des affiches ont été placardées dans les cités. *(document page 10)*

25-11-36 Dans la nuit du 24 au 25, une affiche
manuscrite et relative à une conférence contre la guerre
a été collée dans deux lavoirs des cités du Bureau.
Ci-joint un exemplaire -
Une 2^e affiche écrite invitant les ouvriers
à ne pas envoyer les petits enfants à la garderie
Italienne, a été collée sur le mur de M^{rs} Olivero
en face la garderie -
Ci-joint copie de cette affiche -
Houzel



Soupe populaire organisée à l'usine d'Auboué pendant l'occupation allemande
Guerre 1939 - 1945

Lorsque les *Allemands* arrivent à AUBOUÉ le 17 juin 1940, les adolescents d'hier sont devenus des adultes. C'est parmi eux que l'on trouvera les futurs résistants. En relatant leur passé, on est tenté de découvrir ce que pensaient les résistants en leur for intérieur, quelles étaient leurs motivations, leurs ambitions humaines.

En occupant AUBOUÉ sans qu'il y ait eu de combat, l'armée allemande apparaît à la population comme étant très motorisée et bien équipée. Dès son arrivée, elle installe la Kommandantur dans le logement de la directrice d'école, au-dessus de la mairie. Elle y restera peu de temps. Ce sera Briey qui accueillera toute l'administration de l'armée allemande : Kommandantur, Gestapo, Feldgendarmerie.

Auboué n'a jamais servi de garnison pour l'armée allemande. On y verra souvent des soldats dans les cafés ou autres lieux publics ; probablement des permissionnaires qui campaient dans les environs.

Comme dans toute la Lorraine, la débâcle a dépeuplé Auboué ; les habitants qui sont restés sont mobilisés dès les premiers jours, pour nettoyer et entretenir la ville endommagée par la destruction des ponts que le génie de l'armée française avait dynamités ; l'usine ne sera pas remise en route, elle occupera un personnel très réduit.

Par contre, la mine fonctionnera dès que les installations auront été remises en état de marche.

Pour maîtriser la situation, un directeur allemand est nommé pour superviser les usines et mines d'Auboué et d'Homécourt et de la cartoucherie d'Auboué.

Les habitants iront donc travailler à Homécourt, en Lorraine, et même en Allemagne.

Si la vie quotidienne reprend ses droits, les ennuis commenceront dès le début de l'occupation :

- Le couvre-feu est imposé

- Interdiction de se déplacer hors de la ville sans laissez-passer

- Interdiction des syndicats et des partis politiques

- Tous les hommes de plus de 18 ans doivent avoir un poste de travail et y être présents régulièrement.

- Les ressortissants juifs sont interdits dans l'administration

- Un seul journal est autorisé à paraître en Meurthe-et-Moselle : « L'Echo de Nancy », ***journal de collaboration***, il invite les Lorrains à soutenir la « Grande Allemagne ».

- La radio ne diffuse que des communiqués de victoire de l'armée allemande et demande aux français de partir travailler en Allemagne pour soutenir l'effort de guerre.

La population d'Auboué souffrira beaucoup des restrictions alimentaires ; Les magasins sont vides et les attentes sont longues devant les boucheries et boulangeries, pour obtenir les rations prévues par les tickets de rationnement.

Dans ces conditions, les habitants se taisent ; en distribuant les sanctions, la Kommandantur est là pour rappeler que l'ordre doit régner.

Mais il reste les cités, seuls endroits où les allemands ne s'aventurent pas dans la journée et que les soldats de l'ombre mettent à profit pour s'organiser.

(1) *Philippe SERRE était le député de l'arrondissement de Briey, élu en 1936. En 1940, il refuse de voter les pleins pouvoirs à Pétain, le 10 juillet 1940.*

APPEL A LA POPULATION

Depuis quelques semaines, de nombreux actes de sabotage ont été commis dans le département de Meurthe-et-Moselle. Le nomme

PACCI Giovanni



actuellement en fuite, dont la photographie est reproduite ci-dessus, est fortement suspecté d'en être l'instigateur et l'auteur principal.

Profession : Monteur en fer. Domicile : 79, Cité du Tunnel, Auboué, (Meurthe-et-Moselle).

Signalement : Taille 1 m. 68 ; Cheveux noirs ; Yeux bruns ; Teint mat.

Signes particuliers : Porte généralement des pattes ; Cicatrice genre bec de lièvre ; Démarche vive ; Porte habituellement un chapeau.

La Préfecture de Meurthe-et-Moselle offre

Une récompense de 100.000 francs

à toute personne qui fournira des renseignements permettant d'arrêter ce dangereux individu. S'adresser à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle (Cabinet) où une discrétion absolue est assurée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



ORDRE DE MOBILISATION GÉNÉRALE

Par décret du Président de la République, la mobilisation des armées de terre, de mer et de l'air est ordonnée, ainsi que la réquisition des animaux, voitures, moyens d'attelage, aéronefs, véhicules automobiles, navires, embarcations, engins de manutention et de tous les moyens nécessaires pour suppléer à l'insuffisance des moyens ordinaires d'approvisionnement de ces armées.

LE PREMIER JOUR DE LA MOBILISATION GÉNÉRALE EST LE *samedi 2 Septembre 1939 à 0 heure*

Tout Français soumis aux obligations militaires doit, sous peine d'être puni avec toute la rigueur des lois, obéir aux prescriptions de son **FASCICULE DE MOBILISATION**.

Sont visés par le présent ordre **TOUS LES HOMMES** non présents sous les Drapeaux et appartenant aux **ARMÉES DE TERRE, DE MER ET DE L'AIR**, y compris les **INSCRITS MARITIMES**, les hommes appartenant aux **TROUPES COLONIALES** et les hommes du **SERVICE AUXILIAIRE**.

Les Autorités civiles et militaires sont responsables de l'exécution du présent décret.

Le Ministre de la Guerre.



Le Ministre de la Marine.



Le Ministre de l'Air.



JOURNAUX DE GUERRE
DOCUMENT N° 1

Imprimé par la Direction Générale de l'Imprimerie Nationale

Reproduction interdite sans autorisation de l'Imprimerie Nationale

11 Novembre 1941 : Émile CHEMINE défie l'occupant.

Notre concitoyen **Émile CHEMINE**, agriculteur qui demeurait rue des Cultivateurs, né le 25 janvier 1898 à MARON (Meurthe-et-Moselle), conseiller municipal et ancien combattant de la guerre 1914-1918, grand patriote, n'avait jamais supporté de voir les Allemands revenir en France en l'occupant et le 11 novembre 1941, le Monument aux Morts, qui se trouvait à cette époque, Place de la Mairie (Place Leclerc maintenant) non loin de l'Hôtel de Ville, fut fleuri (certainement par lui) et il arbora fièrement le drapeau tricolore à une fenêtre de sa ferme.

Ce ne fut pas du goût des occupants qui s'empressèrent de l'arrêter et de le conduire vers Nancy. M. CHEMINE devait hélas succomber des suites des sévices, à Laxou, le 17 Novembre.

Les Aubouésiens, et plus spécialement ceux qui étaient là lors de ce pénible événement, n'ont jamais oublié ce grand patriote et au cours d'une cérémonie le dimanche 2 septembre 1984, la Municipalité inaugurait la rue Émile CHEMINE (partie de la rue des Cultivateurs) lieu où il avait planté son drapeau. Une plaque a été apposée sur le mur des dépendances de la ferme d'alors. Une seconde plaque a été également disposée près de celle existante, au cours d'une cérémonie patriotique.

Notons que le Ministre des Anciens Combattants, peu après la Libération lui décerna la mention "MORT POUR LA FRANCE" mention qui figure en marge de son acte de décès.

